



Ce qu'il faut voir et savoir pour se battre pour les retraites et non battre en retraite.

Depuis maintenant vingt ans, un thème est agité de manière obsessionnelle par les tenants du capital et les gouvernements qui n'ont guère pris de distance avec les arguments développés par ces derniers, il faut absolument réformer les retraites.

C'est un fait incontestable, une réforme est nécessaire.

Mais le mal principal se résume surtout dans le fait qu'une seule orientation est envisagée pour cette réforme. Et cette orientation consiste à faire supporter entièrement le poids par les salariés.

Comme l'enjeu est de taille et qu'il touche directement à la qualité de vie de la majorité des habitants de ce pays, il est indispensable de préparer les esprits pour leur faire accepter l'inacceptable, au moyen d'arguments faussement logiques. Les principaux prétextes avancés sont qu'il y aurait un déficit des caisses de retraites plus important que prévu, qu'il serait logique de travailler plus longtemps puisqu'on vit plus longtemps et que la Commission européenne l'exige pour ramener les déficits publics à 3 % du PIB. Dans ce contexte, le rapport Moreau présenté récemment ne rompt pas avec l'orientation suivie jusqu'ici, il propose des solutions qui sont dans le droit fil des réformes précédentes, celles-là même qui ont conduit à une réduction très importante du montant des pensions sans apporter de solutions sur le long terme.

Sur le point des déficits, ceux annoncés pour les caisses de retraite (environ 14 Mds en 2012, 20 Mds à l'horizon 2020) n'ont absolument en réalité aucun lien avec le vieillissement de la population. Il sont liés, pour des montants équivalents, à la crise qui bloque l'activité, l'emploi et donc les cotisations sociales. Cette crise est due, rappelons-le, à ceux-là même qui demandent aujourd'hui des réformes ! Il est pourtant évident que poursuivre les politiques d'austérité ne peut qu'aggraver cette situation. Les injonctions de la Commission européenne pour mettre en place des « réformes structurelles » sont destructrices.

Sur la soi-disant logique vie plus longue = temps de travail plus long, il est pour le moins cynique de tenir ces affirmations, quelques soit le moyen retenu (allongement de la durée de cotisation, report de l'âge légal de la retraite, voire les deux à la fois), alors qu'un chômage croissant sévit et qu'une petite minorité des travailleurs partent actuellement en retraite avec des droits complets. On sait bien que ces mesures ne mèneront pas à un temps de travail et donc de cotisation plus long, elles se traduiront en réalité pour les salariés par une diminution de leurs futures pensions. Ce serait, pour ceux qui le pourront, une exhortation à recourir aux assurances privées pour s'assurer un complément de retraite. Ce dernier point est une des motivations importantes, développées en son temps par Denis Kessler¹, il s'agit de pouvoir récupérer sous la contrainte une partie du salaire qui a été perçu. Par ailleurs, ces solutions s'inscrivent dans un modèle obsolète de

1 Denis Kessler, ancien militant CFDT, a été pdt de la Commission économique du MEDEF, chargé des affaires économiques et internationales de 1994 à 1998, puis vice-président de 1998 à 2002, Pdt de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances de 1990 à 2002 et membre du Comité européen des assurances de 1990 à 2001. Il a également été pdt du "Siècle (club rassemblant les membres des classes dirigeantes françaises, le patronat, la presse ou la haute fonction publique) avant de passer la main à l'actuelle présidente, Nicole Notat.

développement productiviste dont la crise est une des conséquences, mais qui condamne les individus à travailler toujours plus.

Les propositions du rapport Moreau, malgré certains truchements cosmétiques destinés à faire croire que les efforts seront demandés à tous, axe en réalité l'essentiel sur les salariés et les actuels retraités. Sous le motif apparent de l'unification des différents régimes de retraite, notamment entre ceux du public et du privé, ce rapport préconise en réalité l'alignement par le bas. Il occulte totalement le fait notable qu'avant les réformes qui ont précédé, à salaire identique, les retraités du public et du privé connaissaient un taux de remplacement quasi-identique, aux environs de 75% (si on fait abstraction de la partie indemnitaire pour certains fonctionnaires), et ce, bien qu'obtenu par des modes de calcul différents. La logique voudrait que si l'on considère vraiment que cette égalité est primordiale, on revienne à la situation précédente. Par ailleurs, ou plutôt, nulle part ailleurs, dans ce rapport, il n'est fait mention des inégalités criantes, notamment entre hommes et femmes, très importantes dans la vie active du fait des temps partiels subis et qui sont aggravées lors du passage à la retraite. Enfin, l'un des véritables motifs du déclin de l'activité économique réelle, de l'emploi et de la protection sociale est curieusement absent du rapport. Il s'agit de la progression honteuse des revenus du capital, qui par ailleurs réduit fortement l'investissement. On peut estimer à 100 milliards d'euros annuels, le différentiel des dividendes versés, par rapport à la période précédant cette contre révolution néolibérale, 100 Mds qui devraient être ré-injectés dans l'économie réelle, l'emploi et les salaires.

Ces velléités de réforme s'inscrivent en réalité dans la logique bien plus large du néolibéralisme. Seule la mobilisation de tous peut empêcher ce travail de sape systématique des fondements du système social qui est le nôtre.